



Déclaration CGT Finances Publiques de la DGE

Rencontre avec Amélie Verdier, directrice générale.

Lundi 11 Mai 2026

Madame la directrice générale,

A l'occasion de votre visite aux 3 Directions Nationales Spécialisées romainvilloises, vous invitez l'ensemble des organisations syndicales des 3 directions à une rencontre à 11h45, nous ne serons donc pas très longues car, pour notre part, malgré une offre de restauration très insatisfaisante sur le site, c'est bien l'heure de notre pause méridienne et de notre repas. Un détail dérisoire eu égard à votre agenda certainement très chargé.

Aux lendemains des cérémonies du 8 mai, de l'hommage rendus aux victimes de la seconde guerre mondiale et aux résistants, le rappel des valeurs de paix, de liberté et de démocratie devraient être les seuls mis en avant mais c'est bien un insupportable bruit de bottes qui raisonnent à nos oreilles.

Alors que des guerres au profit des impérialismes américains et israéliens conduisent au massacre de populations civiles, le Président Macron se plie aux ordres de ces derniers et se livrent à une politique va-t'en guerre que la CGT n'a de cesse de critiquer et de rejeter.

Ses colossaux crédits de guerre ont de graves conséquences sur les services publics amputés de milliards au profit de dépenses militaires pharamineuses qui engraisent les industriels marchands d'armes et semeur de mort. Merci Macron peuvent-ils dire en chœur.

Madame la directrice générale, vous êtes venue rencontrer nos 3 DNS il y a presque 2 ans, le 28 juin 2024 à 2 jours du 1^{er} tour des élections législatives anticipées, dans une période que vous qualifiez vous-même d'incertaine. Que s'est-il passé depuis ? Le parti que tous les sondages annonçaient vainqueur a échoué, la gauche est arrivée en tête et ce résultat a été piétiné par le président qui a bafoué les règles démocratiques les plus essentielles.

Ce que nous vous avons dit il y a 2 ans peut être repris sans changer un mot : si nous sommes présentes aujourd'hui au rendez-vous, c'est bien parce que, en toutes occasions et sans doute encore plus aujourd'hui, nous saisissons l'opportunité qui nous est faite de dénoncer, une fois de plus, la politique brutale et anti-sociale qui frappe de plein fouet une grande majorité de la population, une politique de la terre brûlée qui n'épargne que les plus riches et les puissants.

Mais finalement, cela n'est pas tout à fait juste, car la situation est encore bien plus préoccupante aujourd'hui, pour la population en générale et pour les agent.es de la DGFIP en particulier.

Que dire qui vous ne vous ait pas déjà été dit 10 fois et même plus par nos camarades des autres directions que vous rencontrez au cours de votre tour de France permanent ou par notre syndicat national.

La liste de ce qui est à déplorer à la DGFIP est sans fin :

- Plus de 38 000 suppressions d'emplois justifiées par de prétendus gains numériques ! La multiplication des bugs et dysfonctionnements informatiques font échec à cet argument (la dette informatique à la DGFIP est bien reconnue et loin d'être réglée).
- Des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader entraînant découragement, perte de sens au travail, maladies professionnelles mais aussi suicides ou tentatives de suicide qui continuent à survenir en 2026 après une année 2025 noire. Et ce n'est pas le plan pluriannuel indigent et

rejeté par toutes les organisations syndicales qui va faire disparaître l'important mal-être au travail qui est structurel et qui s'accroît. Quelques stages ne régleront pas les conséquences désastreuses d'une organisation et de conditions de travail pathogènes ;

- La destruction méthodique des règles de gestion avec par exemple la multiplication des fiches de poste, la suppression des CAP de mutation, le tout conduisant à l'arbitraire ;
- Le choix de la société ALAN pour la PSC et le choix d'une offre de prévoyance très chère et sans réelle garantie pour les agent.es dans le module sans option ;
- Le démantèlement du réseau de la DGFIP, et si pour vous un point d'accueil dans les Maisons France Services ou chez les buralistes constituent d'authentiques services de la DGFIP ce n'est absolument pas l'avis des agent.es ni de la CGT Finances Publiques. Le vrai maillage DGFIP a diminué de plus de moitié avec le nouveau réseau de proximité. Depuis son annonce en 2019, les destructions de services et les restructurations n'ont pas cessé un instant et se poursuivent ;
- La perte de pouvoir d'achat du point d'indice depuis 2000 qui dépasse 28 % ; suppression de la GIPA 2024 et 2025, réduction de 10 % de la rémunération en congé maladie ordinaire
- La récente gestion inhumaine de la répétition des indus de salaires.

Nous pourrions continuer pendant des heures car malgré votre habituelle présentation idyllique de la direction que vous pilotez, vous savez fort bien que le bateau DGFIP est plus proche d'une galère voire du radeau de la Méduse que de celui de la Croisière S'Amuse.

A présent, concernant plus précisément les difficultés rencontrées à la DGE.

Sur l'insuffisance de nos locaux

Il y a 2 ans, à Pantin, nous vous avons fait part de nos craintes concernant le projet d'emménagement dans ce nouveau bâtiment.

Nous vous avons demandé d'agrandir nos surfaces avec l'ajout du bâtiment C pour les 3 DNS, ce à quoi vous aviez répondu : *on verra dans quelques temps où on en est... ça fera partie des décisions ... mais je ne vais pas vous promettre, etc etc.*

Nous profitons de votre venue pour vous confirmer la réalisation de nos craintes. Le manque de place est bien réel. Déjà, certain.es agent.es sont installés matériellement dans des conditions ne respectant pas les préconisations en la matière.

En outre, aucun lieu de convivialité n'est disponible et ce ne sont pas les couloirs où sont positionnées les fontaines à eau et les distributeurs automatiques qui peuvent en faire office.

Les fumeur.euses des 3 DNS se rendent dans 2 petits patios et la fumée de cigarettes s'introduit dans les bureaux en surplomb sur plusieurs étages provoquant des gênes inadmissibles auxquelles s'ajoutent le problème des conversations bruyantes et les portes des patios qui font trembler les murs des susdits bureaux.

Ainsi, dès notre emménagement les problèmes ont été quasi permanents. Nos craintes initiales ont même été largement dépassées par la survenue d'événements graves comme la chute d'un panneau de la façade dans un patio qui aurait pu provoquer une catastrophe si cela s'était produit en semaine. Au sous-sol cette fois, des débordements de cuves liés à des problèmes de conception ont conduit à l'émanation d'odeurs pestilentielles caractéristiques de l'hydrogène sulfuré qui aurait pu avoir de conséquences graves pour les agents ayant subi ces émanations. Nous avons vivement déploré l'inaction de notre direction le jour des émanations les plus importantes ce qui a conduit l'inspecteur santé sécurité au travail à rappeler les règles élémentaires à suivre en cas de survenue de risques pour la santé des agents.es.

Nous ne ferons pas, là encore, la liste de toutes les difficultés rencontrées, elles sont pléthoriques.

Aujourd'hui, nous vous demandons d'agir concrètement : face au problème de place, commun aux trois directions que vous visitez ce matin, profitez de la vacance du bâtiment voisin pour répondre à la dégradation des conditions de travail et y faire face.

Sur la charge de travail des agent.es

Il y a 2 ans nous vous avons également alerté sur la hausse du portefeuille de la DGE et la prise en charge de nouvelles missions qui ne se sont pas accompagnées de la hausse des effectifs nécessaires pour y faire face, portefeuille et missions qui depuis cette date ont continué de croître.

Pour 2026, le portefeuille de la DGE augmente encore de près de 6 % et nous devons faire face aux nouvelles charges liées à la **facturation électronique et à Pilier 2**.

Nous avons également demandé que la Direction Générale dote notre direction des effectifs nécessaires à la création d'une cellule de renforts permettant de faire face aux situations d'absences prolongées, ce que nous demandons régulièrement à notre direction lors des instances.

Nous avons pris bonne note de vos réponses :

- sur les effectifs et les charges, vous indiquiez « *il y a eu des renforts c'est un fait, je ne dis pas que ça suffit ...et que l'on va s'arrêter là* " ...

- pour le portefeuille, vous indiquiez que « *la réflexion préalable est de savoir si on le laisse grossir ou pas* ».

- sur la question de l'absence de cellule de renfort vous découvriez le sujet et reformuliez ainsi : " *vous n'avez pas d'équipe de renfort comme en local ?*" Cependant, vous ne vouliez pas vous engager pour un avenir que vous jugiez incertain et préféreriez rester prudente tout en indiquant que la réflexion sur la charge de travail allait continuer.

Deux ans après, nous n'avons pas vu aboutir la moindre avancée sur ces sujets alors qu'ils sont au cœur des difficultés rencontrées par nombre d'agent.es de la DGE.

Vous avez intégré la question du périmètre de la DGE à vos réflexions en cours sur le SIE de demain et donc reporté une éventuelle réponse aux problèmes que nous rencontrons.

Dans cette attente, notre directeur a décidé d'engager une réflexion interne sur notre organisation du travail afin de déterminer si des changements permettraient de mieux faire face à l'accroissement régulier du périmètre et des charges.

Alors qu'il avait annoncé lors de notre dernière FS du CSAL associer les représentant.es du personnel à cette démarche, nous avons fait le constat que, malgré toutes les précisions qu'il nous avait transmises sur l'organisation d'une série de Groupes de Travail, il n'entendait pas que les élu.es du personnel puissent y participer es-qualité. Nous regrettons cette exclusion des élu.es car nous devrions pouvoir disposer de l'ensemble des informations, propositions, réflexions des participant.es aux GT afin de nous permettre une parfaite analyse des sujets sensés nous être soumis notamment dans le cadre des instances représentatives du personnel.

La position de la CGT est claire : nous resterons, quoiqu'il en soit, à la disposition des agent.es pour défendre leurs intérêts par tous les moyens à notre disposition.

Par ailleurs, soucieux.ses, de la qualité des conditions de travail de chacun.e, nous sommes opposé.es à une potentielle évolution de nos métiers vers une industrialisation des tâches, et nous l'avons, évidemment signalé au directeur.

Aussi, si des correctifs mineurs pourraient émerger de ces réflexions, nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'évolution de nos conditions de travail hors évolution favorable des effectifs et du

périmètre. Cette entrevue nous permet ainsi de vous alerter directement : il y a urgence à nous apporter des réponses sur le périmètre de notre direction et à renforcer nos effectifs.

- Sur la question du SAFE

La question des effectifs, nous amène à parler du Service d'accompagnement fiscale des entreprises (SAFE).

En effet, nous l'avons à plusieurs reprises signalé, les récentes créations de postes dans notre direction concernaient exclusivement ce service. Si elles permettent d'accompagner la croissance d'un service, elles masquent néanmoins la réalité d'une direction de gestion en souffrance. Nous vous appelons donc à analyser avec prudence les trajectoires d'emploi de la DGE.

La place de ce service à la DGE pose néanmoins des questions plus larges :

- Après plus de 6 ans d'existence, nous avons le recul sur les interactions avec les services gestionnaires : elles sont très faibles.
- En revanche, le service est souvent en relation avec les services centraux pour lesquels l'éloignement ne contribue pas à la fluidité des échanges.
- Très récemment, des discussions sur la répartition des compétences en matière de prix de transfert entre le service partenaire et SJCF en sont l'illustration parfaite et créent de réelles incompréhensions pour les sociétés qui mettent les agents en difficulté.
- Le recrutement dans le service est complexe, peut-être en raison de l'absence de prime centrale. Le service ne fonctionne pas à effectif plein (les postes vacants ne sont actuellement que partiellement comblés par des inspecteurs et inspectrices sortis.es de l'ENFiP, lorsque ceux-ci ne sont finalement pas recrutés en centrale). Un effectif réduit par rapport aux objectifs fixés a de lourdes conséquences sur les conditions de travail et présente des RPS majeurs.

Aujourd'hui, nous vous interrogeons sur la place du service au sein de la DGE, alors que les missions de cette direction sont très éloignées de celles qui lui sont dévolues.

Enfin, il y a 2 ans, vous concluiez la rencontre par ces mots « *merci à tous d'être venus car je crois sincèrement au dialogue social* ».

Aujourd'hui, une fois de plus, nous avons joué le jeu de ce prétendu dialogue social cependant nous voudrions avant tout que l'exercice ne vous serve pas uniquement à cocher une case mais vous oblige à répondre, par des actes, aux attentes des agent.es de notre direction que nous représentons.

cgt.dge@dgfip.finances.gouv.fr